Présidentielle française. Veille du scrutin

A une dizaine de jours du premier tour de l'élection présidentielle en France, le jeu est plus ouvert que jamais. François Bayrou descend un peu, Jean-Marie Le Pen monte un peu, Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy continuent d'osciller entre 24 et 29 % des intentions de vote. Mais les résultats des sondages (il s'en publie tous les jours) sont aussi indécis que contradictoires. En outre, 18 millions d'électeurs (42 % du corps électoral) ne savent toujours pas avec certitude pour qui ils vont voter. Tout se jouera donc à la dernière minute. De l'avis général, les quatre principaux candidats sont dans un « mouchoir de poche », ce qui signifie qu'il n'est même pas possible de prévoir qui figurera au second tour. Au parti socialiste, on parle de « patinoire ». Tout est possible.

Que peut-on dire alors sur cette dernière ligne droite ? Cinq points sont à souligner :

1) L'un des faits les plus frappants est que l'indécision des électeurs va de pair avec leur volonté affichée de se rendre aux urnes plus massivement qu'en 2002. Leur indécision ne s'explique donc pas par l'indifférence civique. Elle est plutôt le reflet d'un malaise en profondeur, qui ne date pas d'hier. La France, il faut le rappeler, est aujourd'hui le pays d'Europe le plus méfiant et les plus critique à l'encontre de sa classe politique. La preuve en est que, depuis 1981, toutes les majorités sortantes sans exception ont été balayées. Le vote-sanction est devenu une spécialité française. A chaque scrutin, ce sont d'ailleurs les candidats trouble-fête qui marquent des points : poujadistes et communistes dans les années 1950, gaullistes dans les années 1960, écologistes dans les années 1970, lepénistes dans les années 1980.

S'ajoute à cela le fait que les enjeux de l'élection n'ont pas été dégagés clairement au cours de la campagne. En 1981, François Mitterrand avait réussi à incarner l'« alternance », avant de se faire réélire en 1988 sur le thème de la « France unie ». En 1995, Jacques Chirac l'emporta en promettant de réduire la « fracture sociale ». En 2002, l'insécurité avait été le thème essentiel de la campagne. Cette année, alors même que la société française est en train d'évoluer vers une incontestable radicalisation des conflits économiques et sociaux, on n'a vu apparaître aucun thème dominant, aucune idée-force. « Royal et Sarkozy sont illisibles », déclare l'universitaire Guy Birenbaum. « Les Français, ajoute le sociologue Emmanuel Tood, attendent que l'avion pose ses roues sans vraiment savoir s'il y a une piste d'atterrissage sous les nuages ! » Tous les repères sont brouillés.

Jouant à fond sur la « proximité », Ségolène Royal se borne à répéter qu'elle veut un « ordre juste » et une « République du respect ». Durant sa campagne, il a par ailleurs constamment mis en avant sa condition de femme et de mère, adoptant même, pour sa dernière affiche électorale, le slogan « féminin » de « La France présidente ! » Cela lui a permis de marquer des points auprès des jeunes, mais elle n'a dissipé aucun des doutes qu'elle avait fait naître.

Sarkozy insiste, lui, sur le « travail » et le « mérite », dans un style très américain, en utilisant la référence « républicaine » pour mieux faire accepter ses idées libérales. Mais en fait, exploitant tous les registres, il se comporte surtout en « candidat attrape-tout », tantôt « bushiste » frénétique (« il est impensable que l'Europe bâtisse son identité en opposition aux Etats-Unis ») tantôt critique de la politique américaine, tantôt libéral tantôt dirigiste, tantôt européen tantôt adversaire de l'euro. Il est même allé jusqu'à s'écrier le 6 avril, lors d'un meeting tenu à Paris en compagnie de Simone Veil sur le thème « Femmes et égalité des chances », que s'il est élu président de la République « chaque fois qu'une femme sera maltraitée dans le monde, cette femme devra être reconnue comme citoyenne française » !

Le philosophe Jacques Rancière a déclaré que cette campagne n'est qu'une « caricature de démocratie ». Le sociologue Michel Maffesoli a plutôt voulu y voir la « victoire de la séduction sur l'obsession de convaincre ». Ce qui est sûr, c'est que la manipulation médiatique des émotions y a pris le pas sur les affrontements idéologiques.

2) François Mitterrand avait remporté 34,1 % des voix au premier tour de l'élection présidentielle de 1988. Ségolène Royale n'est créditée aujourd'hui que de 22 à 25 % des voix. Mais surtout, la gauche est aujourd'hui en France à un niveau historiquement bas. Son potentiel électoral toutes, toutes tendances confondues, se situe aux alentours de 37 % des suffrages, contre encore 46 % en 1981. La baisse est surtout sensible chez les communistes, qui recueillent aujourd'hui moins de suffrages que les trotskystes, alors qu'ils faisaient encore 15,3 % des voix en 1981, et chez les Verts qui, cette année, avec Dominique Voynet, seront loin de retrouver les 5,2 % de Noël Mamère en 2002. Un étiage aussi bas pose à la candidate socialiste un problème évident dans la perspective de second tour.

Alors que Nicolas Sarkozy, au second tour, pourrait compter sur les voix d'environ les deux tiers des électeurs de Jean-Marie Le Pen et de François Bayrou, Ségolène Royal est loin de disposer d'une réserve de suffrages comparable. Elle ne pourra guère compter que sur les voix de l'extrême gauche.

Or, dans le meilleur des cas, les six candidats de « la gauche de la gauche » ne devraient réunir qu'à peine plus de 12 % des suffrages. Seul le trotskyste Olivier Besancenot, qui a fait une campagne particulièrement dynamique, est pour l'instant crédité de 4 à 5% des voix, loin devant sa rivale Arlette Laguiller, qui en est à sa sixième campagne présidentielle, l'altermondialiste José Bové, l'écologiste Dominique Voynet ou la communiste Marie-George Buffet, qui aura le plus grand mal à retrouver le score de 3,3 % obtenu en 2002 par son prédécesseur, Robert Hue. Le total gauche + extrême gauche (34 à 37 %) ne fait en tout cas pas une majorité, d'autant plus que Ségolène Royal, considérée « trop à droite » par beaucoup d'électeurs de la gauche radicale, n'aura pas nécessairement les voix de tous les sympathisants de José Bové, d'Arlette Laguiller ou d'Olivier Besancenot. Certes le second tour ne consistera pas seulement dans la capitalisation des voix du premier. Dans un duel avec

Sarkozy, Ségolène Royal est d'ailleurs créditée dans les sondages, de 46 à 48 % des voix. Il n'empêche que, pour elle, la tâche sera rude.

3) La gauche, après s'est ralliée à l'économie de marché, a pris au fil des années le goût des honneurs et des privilèges. Elle a déserté le terrain social, et s'est de plus en plus coupée du peuple. Aujourd'hui, dit le philosophe Didier Eribon, elle n'est plus capable de « fournir aux classes populaires un discours par lequel elles pourraient donner sens à leur expérience vécue ». La principale victime de cette évolution a été le parti socialiste. Fortement déchiré en décembre 2004, lors de la consultation de ses militants, puis au moment du référendum sur l'Europe, où sa ligne a été fortement contesté, le PS n'a rien fait pour surmonter ces divisions, ni les déstructurations qu'elles ont engendrées. Il a également démontré son incapacité à se reconstruire en dépit de ses revers électoraux les plus retentissantes (22 avril 2002 et 29 mai 2005). Que Ségolène Royal gagne ou perde, il s'enfoncera dans la crise. Si elle perd, il va se retrouver à l'état de ruine. Si elle gagne, une scission de la gauche du parti n'est pas à exclure.

Ségolène Royal n'a été désignée comme candidate par le PS que parce que les sondages la désignaient comme seule capable de battre Sarkozy au premier tour. Or, aujourd'hui, c'est au contraire François Bayrou qui apparaît comme seule capable de surclasser l'ancien ministre de l'Intérieur. C'est la raison pour laquelle certains militants d'extrême gauche, convaincus que la survie « artificielle » d'un parti socialiste en pleine « déliquescence » est aujourd'hui devenu le principal obstacle à la reconstitution d'une « vraie gauche », voteront « tactiquement » pour Bayrou au premier tour, à seule fin d'accélérer la crise du PS. Frédéric Lordon, chercheur au CNRS, a ainsi appelé à voter Bayrou au motif que « la reconstruction de la gauche ne s'opérera que sur les cendres du parti socialiste ».

4) François Bayrou, précisément, se présente plus que jamais comme le « candidat anti-système », rôle qui n'était tenu dans le passé que par Jean-Marie Le Pen. Certain d'être présent au second tour, il martèle sa conviction qu'« un pays fatigué du vieux clivage droite-gauche doit être capable de se rassembler au centre », et qu'il faut « faire exploser le plafond de verre qui verrouille le sommet de la société française ». Quand on lui oppose les arguments avancés par ses principaux adversaires, il répond : « La dureté de la campagne, la collusion érigée à mon encontre, sont bien la preuve de la novation que je porte ». Mais son centrisme est aussi dénoncé comme une « utopie de la réconciliation » visant à suspendre les clivages sociaux et à nier la dimension conflictuelle de la vie politique, au risque de se condamner par là même à les voir resurgir sous des formes brutales. Bayrou a finalement du mal à passer de la dénonciation virulente à la promotion d'un véritable programme.

5) La grande inconnue est le score final de Jean-Marie Le Pen, qui pourrait se révéler nettement plus élevé que les 15 % dont le créditent les sondages. Comment beaucoup de lepénistes refusent d'afficher ouvertement leur préférence, les sondeurs se divisent entre ceux qui croient qu'il pourrait atteindre un score d'au moins 20 % et ceux qui misent au contraire sur la banalisation du Front national. Tous observent la faveur que la majorité de l'électorat accorde aux valeurs d'ordre et d'autorité. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle Sarkozy, mais aussi Royal, ont au cours de ces dernières semaines multiplié les déclarations « patriotiques » ayant trait au drapeau tricolore, à la République, à l'identité nationale, etc., le premier prenant ainsi le risque de se mettre à la remorque de Le Pen, la seconde de donner raison à ceux qui déplorent que la gauche ait déserté le champ des questions sociales pour se situer sur le terrain de la droite.

Jean-Marie Le Pen, lui, maintient le cap de sa nouvelle ligne politique. Le 6 avril, il s'est adressé en ces termes aux « jeunes » de la banlieue parisienne d'Argenteuil : « Si certains veulent vous exclure, nous voulons, nous, vous aider à sortir de ces ghettos de banlieues où les politiciens français vous ont parqués, pour vous traiter de racaille par la suite. Pour moi, vous n'êtes ni des blacks ni des beurs, vous êtes des citoyens français, des enfants légitimes de la France, faisant partie de notre République. Vous avez les mêmes droits et devoirs que nous, comme la préférence nationale, car vous pouvez parfaitement comprendre pourquoi il est urgent de l'appliquer ». Environ 100 000 électeurs français issus de l'immigration pourraient voter pour Le Pen le 22 avril.

Alain de Benoist

(12 avril 2007)